

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 25 JANVIER 2011

DINSDAG 25 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 16 h 19 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Questions jointes de

- M. Raf Terwingen au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus dans le cadre des jeux téléphoniques" (n° 1894)
- Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les jeux téléphoniques" (n° 2162)
- M. Raf Terwingen au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus dans le cadre des jeux téléphoniques" (n° 2168)
- M. Hans Bonte au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le renforcement promis de la législation sur les jeux téléphoniques" (n° 2177)
- M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus dans le cadre des jeux téléphoniques et la réaction du secrétaire d'État" (n° 2187)
- M. Bruno Tobback au ministre de la Justice sur "le fonctionnement de la Commission des jeux de hasard" (n° 2201)
- M. Bruno Tobback au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le fonctionnement de la Commission des jeux de hasard" (n° 2202)
- Mme Meyrem Almaci au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "la réglementation en matière de jeux téléphoniques" (n° 2228)
- Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'attitude de la Commission des jeux de hasard concernant les jeux téléphoniques" (n° 2243)
- Mme Carina Van Cauter au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus dans le cadre des jeux téléphoniques" (n° 2280)

01.01 **Raf Terwingen** (CD&V): Le programme télévisé *Basta* a soudain focalisé – à juste titre – l'attention d'un large public sur le problème des jeux téléphoniques. J'ai déjà dénoncé précédemment les abus commis en la matière et le CD&V a déjà formulé des observations à ce sujet en 2006 lors de la modification des arrêtés royaux.

Je réitère la question que j'ai déjà posée en 2009: quelles modifications réglementaires et législatives sont nécessaires pour éviter ces abus et pour mieux réguler ces matières à l'avenir?

01.02 **Sarah Smeyers** (N-VA): J'ai également déjà posé des questions à ce sujet dans le passé. Il y a deux semaines, j'ai posé une question sur ce problème au secrétaire d'État. Depuis la diffusion de l'émission *Basta*, ce phénomène ne cesse d'intéresser les médias. Les concepteurs de ces jeux téléphoniques restent actuellement impunis et peuvent encore contourner l'arrêté royal de plusieurs façons. L'émission *Basta* a

montré que les autorités ne prenaient pas de mesures suffisamment efficaces à l'égard de ces jeux téléphoniques qui constituent en définitive des jeux de hasard. L'arrêté royal actuel ne permet pas une lutte suffisamment efficace contre les abus. Selon le secrétaire d'État, il conviendrait de contrôler plus strictement le respect de l'ensemble des mesures y afférentes. Si ces mesures ne sont pas respectées, la licence G1 peut être retirée aux concepteurs. Si la fraude persiste, il serait même envisagé d'interdire complètement ces jeux téléphoniques.

Combien faut-il d'infractions pour imposer une interdiction? Le public est-il aujourd'hui mieux informé des possibilités de déposer plainte et de la façon de s'y prendre? Combien de plaintes la Commission des jeux de hasard a-t-elle reçues en 2010 et quelle suite y a été donnée? Comment vérifie-t-on la participation des mineurs aux jeux téléphoniques? Combien de mineurs y ont pris part en 2010? *Basta* a montré que ces jeux téléphoniques relevaient de l'arnaque pure et simple. Comment résoudre le problème?

01.03 Peter Logghe (VB): Le lundi 17 janvier 2011, le secrétaire d'État a déclaré, lors de l'émission de télévision *Basta*, qu'il envisageait de durcir l'arrêté royal du 12 mai 2009 afin de mieux lutter contre les abus, tout en ajoutant que cet arrêté n'éliminerait jamais tout à fait les abus.

Pourquoi les jeux téléphoniques ne sont-ils pas tout simplement interdits, comme aux Pays-Bas? Quels arguments s'opposent-ils à une interdiction totale?

01.04 Bruno Tobback (sp.a): Quand on examine attentivement la clé de calcul "craquée", on peut tout de même se demander si l'on a encore affaire à un jeu de hasard. À partir du moment où l'on n'a aucune chance de gagner, il ne peut en effet plus en être question. Peut-être est-ce précisément pour cette raison que la Commission des jeux de hasard ne s'est jamais réellement préoccupée de ce problème. Quoi qu'il en soit, en moins de trois mois, l'équipe de *Basta* a prouvé que ces jeux téléphoniques étaient une escroquerie, contrairement à la commission, qui était pourtant habilitée à le faire depuis des années. Le Parlement a débattu de cette question en 2006, mais on nous a systématiquement répondu que la Commission des jeux de hasard exercerait un contrôle sur ces activités.

Combien de fois et de quelle manière cette commission a-t-elle réellement examiné ces pratiques? Comment se fait-il qu'elle n'ait rien constaté?

Pourrions-nous obtenir un aperçu des actions concrètes entreprises par la Commission des jeux de hasard entre 2009 et début 2011? Pourquoi n'a-t-elle jamais découvert des éléments que des spécialistes de la télévision ont très rapidement décelés? Je m'étonne que le secrétaire d'État laisse encore la porte entrouverte, car ces pratiques constituent somme toute des cas d'escroquerie.

01.05 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Dans le cadre de ce programme, le secrétaire d'État a évoqué l'élaboration d'un nouvel arrêté royal renforçant les règles en la matière. A-t-il modifié l'arrêté royal après cette émission? Disposait-il déjà d'indices donnant à penser que les personnes qui proposent des jeux de hasard entretiendraient des relations douteuses avec la Commission des jeux de hasard? Les modifications prévues dans l'arrêté royal de la dernière chance concernent-elles la zone grise dans laquelle se situent ces jeux téléphoniques?

La législation a-t-elle été enfreinte? L'expression "zone d'ombre dans la législation" n'est qu'un euphémisme qui recouvre une réalité faite de fraude et de tromperie. Aux Pays-Bas, ces jeux téléphoniques ont été interdits en 2007 à la suite d'une intervention de l'inspection des impôts. En Belgique, une telle intervention n'a jamais eu lieu.

Sur quelle base le secrétaire d'État a-t-il décidé de durcir son arrêté royal? Sur la base de chiffres ou d'une étude? Le secrétaire d'État est-il informé de l'existence d'accords réciproques passés entre Endemol Belgique et la Commission des jeux de hasard, accords portant sur le fait de ne pas être redevable de la taxe sur les jeux de hasard? Cet accord a-t-il également bénéficié dans le passé à d'autres producteurs de jeux téléphoniques qui aujourd'hui ne sont plus sur le marché? Le secrétaire d'État compte-t-il prendre le cas échéant des mesures afin de rompre ces accords?

Cela fait maintenant sept ans que l'État peut prélever 15 % d'impôt sur les bénéfices bruts réalisés par les producteurs de jeux téléphoniques. Le secrétaire d'État est-il déterminé à les interdire?

01.06 Sarah Smeyers (N-VA): Il ressort de chiffres de la Commission des jeux de hasard que la rentabilité des jeux téléphoniques a diminué au cours des dernières années, à l'exception d'un pic en 2009, année où des jeux de calculs insolubles ont été inventés. Au début de 2010, ces jeux ont déjà été examinés d'un œil critique par la Commission des jeux de hasard qui a recommandé à ce moment-là aux six ministres compétents de les interdire. Or la commission est financée en partie par les jeux téléphoniques et leur suppression l'affecterait donc financièrement. A-t-on contrôlé au cours des années écoulées si la Commission des jeux de hasard s'acquitte de sa mission en toute objectivité?

Le ministre n'est pas d'accord avec la Commission des jeux de hasard quand elle dit qu'elle doit aussi surveiller la rentabilité des jeux. La commission a-t-elle fait preuve de plus de sévérité à l'égard des jeux téléphoniques après cette remontrance du secrétaire d'État? Quel usage a-t-il été fait de l'avis de la Commission des jeux de hasard recommandant la suppression des jeux de calculs insolubles? Le ministre savait-il que ces jeux étaient une arnaque dont les consommateurs étaient les victimes?

01.07 Carina Van Cauter (Open Vld): Sous la législature précédente, une nouvelle loi sur les jeux de hasard est entrée en vigueur. Outre l'arrêté royal de 2009, une obligation de détenir une autorisation a été instaurée. La finalité première de cette nouvelle loi était de prévenir les abus et les assuétudes mais les abus sont, semble-t-il, toujours possibles.

Avons-nous affaire à des organisateurs qui prennent certaines libertés avec la réglementation existante? Dans l'affirmative, de quelle manière ont-ils enfreint cette réglementation? La législation ou l'arrêté royal sont-ils lacunaires? Si tel est le cas, comment le secrétaire d'État compte-t-il s'y prendre pour combler ces lacunes?

01.08 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je me réjouis du regain d'intérêt pour les jeux de hasard, dû en grande partie au programme *Basta*. Cette affaire fait même la une de la presse italienne.

Fin 2009 et début 2010, la nouvelle loi sur les jeux de hasard a suscité de nombreux débats tant à la Chambre qu'au Sénat et le Parlement a pu jouer pleinement son rôle.

Le raisonnement s'appuyait sur le principe selon lequel ce type de jeux était inévitable, mais qu'il fallait le soumettre à des règles. Nous souhaitons par ailleurs protéger le joueur. À l'époque, ces jeux téléphoniques n'avaient pas particulièrement retenu l'attention et personne n'en revendiquait la suppression. Avant 2003 et 2004, ils n'existaient pas. En fait, ils étaient par définition interdits et la Commission des jeux de hasard a alors fait correctement son travail et établi des procès-verbaux.

Les auteurs de ces jeux auraient été poursuivis si un ministre dont le nom m'échappe ne les avait légalisés en 2004 par le biais de la loi programme.

01.09 Bruno Tobback (sp.a): S'agissait-il de la ministre Van den Bossche ?

01.10 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le nom du ministre concerné commençait également par "Van"...

Contrairement à la logique, ces jeux n'ont en outre pas été soumis à la loi sur les jeux de hasard, mais ont été traités dans un arrêté royal séparé. Cette situation a perduré jusqu'en octobre 2006 et, entre-temps, les jeux téléphoniques ont prospéré.

À l'été 2008, le ministre de la Justice M. Vandeurzen m'a confié les compétences afférentes aux jeux de hasard. Nous avons alors analysé l'arrêté royal et constaté qu'il n'était pas efficace. Un nouvel arrêté royal qui définissait de nouvelles conditions et incluait une évaluation a été rédigé. La Commission des jeux de hasard a procédé à cette évaluation et en a transmis les résultats au gouvernement en mars 2010.

L'évaluation était particulièrement négative. J'ai immédiatement contacté la Commission des jeux de hasard afin que de nouvelles conditions soient fixées dans un arrêté royal dans les plus brefs délais. L'arrêté était prêt un mois après réception du rapport d'évaluation. Les consultations avec le secteur et les consommateurs ont alors débuté et l'installation d'un groupe de travail intercabinets a été préparée. Ce fut alors la chute du gouvernement.

L'approbation du nouvel arrêté royal a été impossible pendant six mois. À l'approche de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi – prévue pour le 1^{er} janvier 2011 –, les travaux ont enfin repris à la mi-novembre 2010. Le cabinet et la Commission des jeux de hasard avaient effectué tous les préparatifs dans l'intervalle et le groupe de travail intercabinets a pu être réactivé.

Priorité a été donnée aux paris, le problème le plus urgent à nos yeux. L'ampleur de la tâche n'est pas à sous-estimer.

L'arrêté royal a été finalisé le 20 janvier 2011 et le gouvernement en affaires courantes se réunira jeudi en huit à ce sujet. Certains points visant à renforcer les règles seront présentés à cette occasion. Les questions des jeux devront être préalablement soumises à la Commission des jeux de hasard et devront être claires, transparentes et sans équivoque. Par ailleurs, le tour de jackpot sera supprimé étant donné qu'il s'agissait d'un leurre. Les "lignes ouvertes" abusives seront également explicitement interdites. De plus, des dispositions concerneront les abus commis sur le plan de la durée de jeu annoncée. Il s'agit de situations où le jeu dure encore un quart d'heure ou une heure alors même qu'il avait été annoncé qu'il ne restait que cinq minutes de jeu.

Le renforcement des règles permettra, nous l'espérons, d'exclure complètement tous les abus en la matière. Toutefois, nous devons suivre attentivement l'application de cet arrêté royal et procéder à une évaluation. Si cette dernière met à nouveau en lumière de mauvais résultats, je plaiderai pour une suppression totale des jeux téléphoniques. Je le ferai alors savoir en temps utile au législateur.

Les jeux téléphoniques sont inscrits dans la loi sur les jeux de hasard et sont soumis à autorisation. La Commission des jeux de hasard dispose d'un arsenal de sanctions, telles que l'amende, le retrait ou la suspension d'autorisations.

Le rapport de la Commission des jeux de hasard fait état pour 2009 de 94 plaintes déposées par 36 personnes différentes. La moitié de ces plaintes concernait des questions d'arithmétique. Chaque plainte a été analysée et contrôlée à l'intervention d'un huissier de justice. Les possibilités d'action de la Commission des jeux de hasard étant pratiquement inexistantes, une solution pragmatique a été recherchée pour chaque problème avéré. Les émetteurs ont toujours prêté leur concours à la recherche d'une solution constructive. Parmi ces solutions, il y avait par exemple le remboursement des frais de participation ou la programmation d'un jeu téléphonique gratuit par le biais d'une ligne 0800.

En 2010, la Commission des jeux de hasard a été saisie de 115 plaintes et les a toutes traitées. Elle n'a pas adopté une approche proactive mais les arrêtés royaux ne le prévoyaient pas.

La Commission des jeux de hasard a traité et réglé toutes les plaintes au niveau interne. Aucune plainte n'a été transmise au parquet parce qu'il ne s'agissait pas de pratiques illégales.

Je suis disposé à discuter du rôle de la Commission des jeux de hasard mais je ne dispose d'aucune indication qu'il y ait un problème. Les autorités publiques sont tenues de protéger le joueur et de veiller à ce que le jeu soit joué honnêtement. Le département de la Justice et la Commission des jeux de hasard ne se préoccupent pas des intérêts économiques du secteur concerné. S'il devait s'avérer que les conditions supplémentaires que nous allons imposer à présent ne permettront plus de proposer des jeux téléphoniques dans la pratique, il en sera ainsi. La priorité doit effectivement être accordée à l'intérêt du joueur.

Il est également demandé de supprimer les jeux téléphoniques mais nous ne pouvons pas empêcher les gens de jouer. Le jeu est inhérent à toutes les cultures. Il appartient aux autorités publiques de définir les règles, de les contrôler et de veiller à ce que les joueurs vulnérables soient protégés. Tel était l'objectif de notre loi sur les jeux de hasard.

Après la diffusion de l'émission, j'ai pris contact avec le président de la Commission des jeux de hasard. Il ne m'appartient pas de me prononcer sur le fait qu'il y ait eu ou non des infractions ou des délits. Je fais confiance à la commission pour cela.

La Commission des jeux de hasard n'a rien à voir avec la fiscalité. Ce sont les Régions qui sont compétentes

en la matière.

La Commission des jeux de hasard est effectivement financée par le secteur lui-même. Avec la nouvelle loi, les opérateurs de jeux téléphoniques devront également contribuer à ce financement. Un procès-verbal sera dressé à l'encontre de tout opérateur n'ayant pas introduit de demande de licence.

01.11 Raf Terwingen (CD&V): Je pense que *Basta* a eu beaucoup de chance car si le programme avait été diffusé plus tard, il aurait été devancé par l'arrêté royal en préparation.

J'ai acquis la conviction qu'il vaut mieux réglementer les jeux d'argent et de hasard que les interdire. La mise en place d'un contrôle par la Commission des jeux de hasard est une formidable opportunité de prouver son efficacité.

Comme l'a dit mon collègue M. Tobback, cela doit rester un jeu et relever du hasard, sinon ce n'est plus un "jeu de hasard". Nous constatons certes que des personnes faisant l'objet d'un règlement collectif de dettes doivent acquitter des factures de téléphone astronomiques du fait de leur participation à des jeux téléphoniques. La possible assuétude aux jeux téléphoniques fait aujourd'hui débat mais le problème est d'ordre sociétal: les jeux télévisés, accessibles à tous, ne font l'objet d'aucun contrôle social. Je ne suis donc pas sûr que dans ce cas, il faille opter pour la canalisation, même si j'y suis en principe favorable.

01.12 Sarah Smeyers (N-VA): Je comprends que le secrétaire d'État se montre prudent. Si les producteurs et les opérateurs de jeux téléphoniques continuent à chercher des moyens détournés d'escroquer les gens, il faudra alors que les autorités interviennent. Jouer ne peut être agréable que si les jeux sont joués honnêtement et si l'on a de temps en temps une chance de gagner. S'il est question de tromperie systématique ou permanente, les jeux téléphoniques doivent être interdits.

01.13 Peter Logghe (VB): Les nouvelles conditions plus strictes feront donc l'objet d'une nouvelle évaluation. Si les résultats escomptés ne sont pas atteints, le secrétaire d'État prononcera l'interdiction. Je suis convaincu que les limites de l'admissible seront une nouvelle fois testées par certains et que d'autres jeux seront proposés au public. Selon le secrétaire d'État, il n'appartient pas à la Commission des jeux de hasard d'intervenir de manière proactive. J'estime pour ma part que les autorités doivent se montrer proactives et décréter une interdiction.

01.14 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La proactivité concernait les jeux téléphoniques mais cela doit être le cas pour l'ensemble des autres secteurs relevant du champ d'application de la Commission des jeux de hasard, et désormais aussi pour les jeux téléphoniques.

01.15 Peter Logghe (VB): Je continuerai à plaider pour une suppression totale des jeux téléphoniques.

01.16 Bruno Tobback (sp.a): Je souhaite en tout cas me rallier à ce point de vue. Il s'agit en effet d'une sorte de jeu très accessible visant explicitement un groupe vulnérable, à l'inverse d'un casino ou des jeux de poker en ligne. Je réfléchirai quant à savoir si je déposerai ma propre proposition de loi mais je suis également disposé à soutenir une initiative du secrétaire d'État.

Je puis comprendre qu'il soit difficile pour un gouvernement en affaires courantes de promulguer un arrêté royal mais pourquoi n'a-t-on pas lancé une sorte d'avertissement public à la suite du rapport accablant de la Commission des jeux de hasard en mars dernier?

Le secrétaire d'État aurait pu faire ce que Neveneffecten a fait.

Si nous laissons subsister les jeux téléphoniques, ne pourrions-nous pas au moins trouver un moyen de rendre publiques les critiques, les remarques et les indices de tricherie éventuels?

01.17 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je constate que certains de mes collègues seraient enclins à se prononcer en faveur d'une suppression de ces jeux mais moi, je travaille dans le cadre d'une législation qui a été adoptée par le Parlement et j'œuvre donc à l'élaboration d'arrêtés royaux. Nous avons décidé de réguler ce secteur. Les opérateurs de ce secteur devront donc demander un agrément et nous

durcirons les arrêtés royaux.

Au lendemain des élections, l'ambiance au sein du gouvernement en affaires courantes n'était pas de nature à pouvoir faire ce genre de choses et je ne pouvais agir seul. Par ailleurs, ce qui est en jeu, ici, ce ne sont pas uniquement les jeux téléphoniques. Les paris sont peut-être encore plus importants parce que les parieurs sont beaucoup plus nombreux que les joueurs. De plus, ces derniers peuvent jouer sur l'internet et il est très malaisé de réglementer cette nouvelle pratique. Certains pays l'interdisent mais ne parviennent pas à faire respecter cette interdiction. C'est la raison pour laquelle nous nous orientons quant à nous vers un système de canalisation et de contrôle, et un système qui permette de faire respecter la législation. Une fois que ce système aura été mis au point, nous interviendrons sans ménagement sur l'internet. Des contacts sont d'ores et déjà établis avec les fournisseurs d'accès et les banques. J'espère pouvoir boucler ce dossier avant l'été.

01.18 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Le problème ne réside pas seulement dans l'accessibilité de ces jeux, mais également dans leur caractère caché. Les personnes qui jouent éprouvent une certaine honte et n'avouent donc pas facilement qu'elles participent à de tels jeux. Cela dépasse d'ailleurs largement le cadre des jeux téléphoniques: les consultations astrologiques télévisées et les paris sur internet visent également un public vulnérable.

Jusqu'à présent, la Commission des jeux de hasard disposait de peu d'outils, et il aura fallu sept ans au législateur pour offrir une riposte à un phénomène qui se développe à vive allure. Qu'est-ce qui nous empêche encore de passer à une interdiction pure et simple?

La clarté, la transparence et l'objectivité des questions et réponses donneront toujours matière à discussion même si l'on prend en considération les nouveaux critères. Je conçois également que 50 % de l'impôt sur le bénéfice brut sont versés au Trésor, mais ces recettes ne doivent pas nous faire oublier l'importance que revêt la protection des consommateurs. Je plaide dès lors résolument pour une interdiction.

01.19 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Dans l'hypothèse où les jeux téléphoniques continueraient à exister, la Commission des jeux de hasard réalisera un court message audiovisuel mettant en garde les téléspectateurs contre les abus de ce type. Ce message sera diffusé avant chaque jeu téléphonique.

Dans l'intervalle, grâce à *Basta*, les télévisions flamandes n'organisent plus de jeux de ce type. Toutefois, ce phénomène doit absolument être examiné à l'échelon fédéral. Mme Lieten a également annoncé des mesures en ce sens, mais nous n'avons encore noté aucune réaction de la part de nos collègues francophones.

01.20 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Je demanderai aux collègues francophones de déposer une proposition de loi ensemble.

01.21 Carina Van Cauter (Open Vld): Il est regrettable que personne n'ait actionné la sonnette d'alarme plus tôt mais la Commission des jeux de hasard a rendu un rapport négatif et le ministre prend ses responsabilités, ce qui constitue un pas dans la bonne direction.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 2134 de Mme Jadin est reportée.

02 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "le projet pilote en matière de procédure accélérée à Gand" (n° 1941)

02.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Depuis le 1^{er} avril 2009, un projet pilote en cours à Gand permet de sanctionner très rapidement les délinquants urbains. Le parquet de Gand fixe ainsi lors d'une même audience 40 à 50 dossiers pour lesquels la possibilité de contestation est très limitée.

Le ministre a annoncé une évaluation afin d'envisager l'extension de la formule à d'autres arrondissements. Cette méthode présente l'avantage de permettre d'infliger rapidement des sanctions, de ne pas décourager

les enquêteurs et de ne pas donner aux délinquants un sentiment d'impunité.

Ce projet pilote a-t-il déjà été clôturé? Quels en sont les enseignements? Cette méthode sera-t-elle généralisée?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le projet, qui est toujours en cours, est une réussite et sera donc prolongé. Le nombre de dossiers traités selon cette procédure augmente d'année en année.

La police remet la citation au suspect, et les affaires sont regroupées en une seule séance par mois, à une date fixée à l'avance. Le suspect reste arrêté jusqu'à ce qu'un magistrat ait rédigé la citation, ce qui est le plus souvent chose faite dans la matinée qui suit et, dans tous les cas, avant l'expiration du délai légal de 24 heures.

Le Collège des procureurs généraux a rédigé entre-temps une circulaire décrivant deux procédures de réaction rapide à des actes de criminalité urbaine.

Dans la première, le suspect privé de liberté pendant 24 heures et mis à la disposition du parquet se voit remettre, par le magistrat du parquet, une citation à comparaître devant le tribunal dans un délai qui ne peut être inférieur à dix jours.

Dans la seconde, le suspect se trouve au commissariat de police et se voit signifier une citation par la police. C'est la procédure qui est généralement appliquée à Gand.

La circulaire invite les parquets à suivre l'une des deux procédures en cas de criminalité urbaine. Elle comporte également une liste de délits avec leurs codes de prévention. Les arrondissements disposent encore d'une certaine marge de manœuvre dans la manière de clôturer de tels dossiers. Une évaluation triennale est prévue.

J'espère que ce système sera étendu par la suite.

02.03 Carina Van Cauter (Open Vld): J'espère que de nombreux arrondissements suivront l'exemple de Gand.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Colette Burgeon au ministre de la Justice sur "le traitement des cas de mutilations génitales" (n° 2056)

03.01 Colette Burgeon (PS): D'après *La Dernière Heure* du 9 janvier, aucun dossier concernant des mutilations génitales n'aurait été traité par le parquet de Bruxelles en 2010 alors que, selon les chiffres du SPF Santé publique d'octobre 2010, le nombre de femmes qui subissent ce type de mutilations ou qui présentent un risque élevé de les subir en Belgique est estimé à 8 235.

L'article 409 du Code pénal prévoit des peines d'emprisonnement pour quiconque aura pratiqué, facilité ou favorisé toute forme de mutilation des organes génitaux d'une femme, avec ou sans son consentement. Les peines sont aggravées si la victime est mineure ou s'il y a un but de lucre.

Comment peut-on expliquer qu'aucun dossier n'ait été traité par le parquet de Bruxelles en 2010? Des mesures sont-elles envisagées, en concertation avec la ministre de la Santé publique et les Communautés, pour améliorer le dépistage?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Le chiffre cité dans la question est indicatif d'un phénomène et peut être utilisé dans un but de prévention, mais ne peut être comparé au chiffre concernant l'action du

ministère public relativement aux mutilations effectivement commises.

Les mutilations génitales féminines (MGF) sont une pratique culturelle et le seul critère de nationalité ne permet pas d'établir le risque réel pour une personne de sexe féminin.

Dans le cadre d'une demande d'asile formulée en Belgique, les MGF ou leur risque constituent un élément justifiant d'obtenir la protection subsidiaire de l'État belge.

S'agissant de pratiques culturelles, il importe d'informer clairement les personnes appartenant à des groupes à risque des dispositions légales en vigueur en Belgique.

Des campagnes de prévention sont souhaitables afin d'informer les personnes sur les risques médicaux et psychologiques de ces mutilations. Le programme européen Daphné a publié en 2009 un document sur cette question. De même, des ONG, des services et le SPF Santé publique s'attellent à diffuser toute information utile à ce sujet.

Les questions relevant de la sphère privée, portées à la connaissance de la sphère judiciaire, connaissent parfois plus de difficulté que les infractions quant aux biens.

Lorsque le personnel médical est confronté à de tels faits, il a l'obligation de porter assistance à une personne en danger. Cela ne signifie pas une dénonciation automatique, vu l'existence du secret médical, mais une intervention, en vue de mettre fin à cet état de danger.

Il faut distinguer l'aspect pénal, qui concerne l'auteur de la mutilation, de l'aspect relatif à la protection des mineurs, et percevoir la différence entre le statut de victime et celui de mineur en danger au sens des décrets et de l'ordonnance relatifs à l'aide à la jeunesse.

Nous devons nous demander pourquoi les dossiers ne parviennent pas à la Justice. Je suis disposé à œuvrer en faveur d'une plus grande prévention.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le bon déroulement des procédures de 'débaptisation' auprès de l'Église catholique de Belgique" (n° 2080)**

- **M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le bon déroulement des demandes de 'débaptisation' auprès de l'Église catholique de Belgique" (n° 2220)**

04.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): De nombreuses personnes effectuent des démarches pour se débaptiser. Les demandes seraient en nette augmentation depuis quelques mois. Il me revient que les demandes adressées à l'Église catholique feraient fréquemment l'objet d'une fin de non-recevoir. À l'épiscopat de Liège, le temps de traitement des dossiers serait déraisonnable et les frais de procédure trop élevés. D'ailleurs, cette facturation est, selon moi, illégale. Depuis début janvier, l'évêché de Namur a retourné une centaine de dossiers à l'ASBL FAML qui accompagne les personnes souhaitant se faire débaptiser. Les personnes seraient désormais obligées d'introduire personnellement leur demande.

Pouvez-vous m'éclairer sur le traitement par votre administration des plaintes liées à des refus de débaptisation ou à des retards volontaires dans le traitement de dossiers de la part des autorités des différents cultes? Une hausse du nombre de ces plaintes est-elle observée?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Je vous rappelle le principe constitutionnel d'indépendance des cultes à l'égard de l'État, qui ne doit pas s'ingérer dans les questions internes de l'Église.

Le mot "débaptisation" est utilisé principalement dans le cadre de l'Église catholique romaine. Si des demandes d'information sur ce sujet sont adressées à mon administration, elle invitera l'intéressé à s'adresser à l'évêché compétent. La Constitution ne m'autorisant pas à me mêler d'éléments concernant directement un culte, je n'ai donc pas de réponse à vous donner.

04.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Une personne a le droit de demander à une institution, quelle qu'elle soit, de ne plus figurer dans un registre donné.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 2169 de Mme Colen et la question n° 2225 de M. Verherstraeten sont reportées.

05 **Question de Mme Els Demol au ministre de la Justice sur "le corps de sécurité" (n° 2226)**

05.01 **Els Demol** (N-VA): L'extraction et la surveillance des détenus des prisons pour des raisons médicales ou humanitaires ainsi que le transfert et la surveillance de mineurs font partie des tâches dévolues au corps de sécurité. Aucune disposition de la loi ne précise cependant si l'extraction et la surveillance de mineurs pour des raisons médicales ou humanitaires relèvent également de ce corps de sécurité. La loi exclut-elle cette possibilité?

05.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): La loi du 25 février 2003 n'exclut pas l'extraction et la surveillance de mineurs pour des raisons médicales ou humanitaires. Les trois institutions fermées fédérales appliquent uniformément ces dispositions. Ces procédures sont également évoquées dans la directive MFO1 relative à la police des cours et tribunaux, au transfèrement des détenus et au maintien de l'ordre et de la sécurité dans les prisons en cas d'émeute ou de troubles. La notion de "détenu" s'applique d'ailleurs à toute personne purgeant une peine complète ou partielle en prison, dans un établissement de défense sociale, dans une institution fermée d'assistance spéciale à la jeunesse ou dans un établissement du circuit de soins externe.

05.03 **Els Demol** (N-VA): Les rapports annuels de l'institution d'Everberg révèlent que le corps de sécurité n'a encore jamais été appelé à intervenir et qu'il est chaque fois fait appel à la police.

05.04 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Il est exact que jusqu'à présent, les interventions ont principalement été confiées à la police à Everberg. Il a été demandé d'inviter le corps de sécurité à fournir également des efforts en la matière. Nous avons donné suite à cette observation. Je suppose que la situation va désormais évoluer et je ferai vérifier ce point.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n°s 2227, 2262 et 2304 de MM. Brotcorne et Seminara et de Mme Boulet sont reportées.

06 **Questions jointes de**

- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "les erreurs commises par la Sûreté de l'État dans une affaire d'espionnage au sein du bâtiment Juste Lipse" (n° 2235)
- **M. Siegfried Bracke** au ministre de la Justice sur "l'enquête sur l'affaire d'espionnage au sein du bâtiment Juste Lipse" (n° 2237)
- **Mme Els Demol** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les pratiques d'espionnage dans le bâtiment Juste Lipse" (n° 2196)

La **présidente**: La question n° 2196 de Mme Demol était initialement posée à M. Vanackere.

06.01 **Bert Schoofs** (VB): À en croire un rapport du Comité R, la Sûreté de l'État aurait sérieusement cafouillé dans une enquête lancée en février 2003. Il s'agissait d'un dossier dans lequel un technicien aurait découvert un dispositif d'écoute dans des cabines d'interprétation du bâtiment Justus Lipsius.

Le ministre peut-il commenter les faits? Pourquoi l'enquête a-t-elle pris sept ans? La Sûreté de l'État porte-t-elle certaines responsabilités en la matière? Pourquoi le parquet fédéral n'a-t-il pas poursuivi les suspects?

06.02 Siegfried Bracke (N-VA): La lenteur de l'enquête pose également question. En a-t-on tiré les leçons? Des lacunes structurelles ou des erreurs personnelles ont-elles été établies? Des mesures disciplinaires ont-elles été prises? Une réforme du service est-elle envisagée? Cet incident a-t-il terni l'image de notre pays aux yeux des instances européennes?

06.03 Els Demol (N-VA): Les partenaires européens victimes de l'espionnage ont-ils été informés de l'issue décevante de l'enquête? Comment ont-ils réagi? Y a-t-il eu des contacts avec Israël? On soupçonne la participation des services secrets israéliens à cet acte d'espionnage. Quel est le résultat de ces contacts éventuels?

06.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le 6 mai 2003, le procureur du Roi de Bruxelles a transmis au parquet fédéral un dossier pénal concernant la découverte de matériel d'écoute dans le bâtiment Juste Lipse. Une enquête a été ouverte par le parquet fédéral le 14 mai 2003. Un juge d'instruction a été désigné le 5 février 2004 et celui-ci a également été saisi d'une plainte avec constitution de partie civile par le Conseil de l'Union européenne le 4 octobre 2006. Dans l'intervalle, l'enquête pénale a été clôturée. Le 30 novembre 2010, le parquet fédéral a demandé un non-lieu pour auteurs inconnus.

Le règlement de la procédure a été fixé au 13 septembre 2011. La chambre du conseil de Bruxelles devra statuer sur la question de savoir si l'instruction est complète et si le non-lieu peut être accordé.

L'enquête pénale a pris plusieurs années en raison du caractère technique et de la longueur des expertises judiciaires, du caractère international, du grand nombre de demandes d'entraide judiciaire, de déplacements chronophages, des réunions de concertation, des traductions et de la rotation du personnel policier.

Le contre-espionnage est l'une des missions de la Sûreté de l'État mais celle-ci n'est pas habilitée à assurer la protection physique de bâtiments contre des menaces comme par exemple l'installation d'appareils d'espionnage. La protection physique d'infrastructures est de la responsabilité du maître d'œuvre et de l'exploitant. Nos services de sécurité n'ont jamais reçu de demande émanant du maître d'œuvre du bâtiment Juste Lipse et visant à procéder à certains contrôles techniques dans ce bâtiment.

Pour éviter la répétition de ces activités d'espionnage à l'avenir, l'Autorité nationale de sécurité (ANS) pourrait édicter des procédures de sécurité imposées lors de la construction d'infrastructures sensibles. Les services de renseignements et de sécurité pourraient également intervenir. Nous devons tenir compte du fait que nous hébergeons de nombreuses institutions européennes et internationales. Une initiative devra dès lors être prise pour mieux les protéger contre les risques d'espionnage.

En l'absence de législation, de moyens techniques et de l'expertise requise, il n'est pas certain que la Sûreté de l'État ait pu découvrir la présence du dispositif d'espionnage. Elle n'a aucune compétence en ce qui concerne la sécurité du bâtiment et n'y a jamais accompli de mission. La sécurité du bâtiment est assurée par l'agence de sécurité du Conseil. L'agence de sécurité n'a jamais adressé de demande d'assistance à la Sûreté de l'État et les institutions européennes n'ont jamais sollicité de surveillance.

Dès que le bureau de sécurité a demandé l'aide de la Sûreté de l'État, celle-ci lui a apporté son entière collaboration dans le cadre de ses compétences légales, notamment en développant des postes d'observation. Les autorités politiques ont également été informées. À la demande du Conseil de l'Union européenne, le parquet n'a pas été informé immédiatement. Plus d'un mois après la découverte du dispositif, le 15 avril 2003, le Conseil a déposé une plainte auprès de la Justice belge. Le 13 avril 2003, la Sûreté de l'État a été priée par le magistrat fédéral d'assurer une assistance technique. Les compétences et les moyens légaux de la Sûreté de l'État reposent essentiellement sur des enquêtes proactives menées à l'aide de sources ouvertes et d'informateurs. La Sûreté de l'État ne peut entendre de suspect.

La presse a conclu quelque peu hâtivement que l'acte d'espionnage était organisé par le Mossad. Le bureau

d'étude du Comité permanent n'aboutit toutefois pas à cette conclusion.

Sur la base de la législation récente, la Sûreté de l'État peut mettre en œuvre, à des conditions strictes, des méthodes spéciales de renseignement. Elle dispose depuis peu d'un nouveau centre opérationnel pour la coordination d'opérations complexes, une des préoccupations exprimées dans le rapport d'enquête du Comité permanent R.

Dans ce cas de figure, les auteurs resteront probablement inconnus. D'une manière générale, nous devons renforcer les procédures afin de pouvoir effectuer un meilleur contrôle des bâtiments en vue de détecter de possibles écoutes.

06.05 Bert Schoofs (VB): Le ministre indique à juste titre que la Sûreté de l'État doit adopter une approche plus proactive que réactive et donc moins se focaliser sur les enquêtes judiciaires. La proactivité n'a hélas pas été suffisante pour permettre de découvrir les dispositifs d'écoutes téléphoniques dissimulés dans les bâtiments des institutions européennes. Il semble que d'autres services de sécurité soient mieux équipés que leurs homologues européens et belges.

06.06 Siegfried Bracke (N-VA): Je ne comprends pas très bien la réponse. Le ministre est-il en train de dire qu'on a fait ce qu'on a pu? Or le Comité R arrive à la conclusion que la Sûreté de l'État n'a pas agi efficacement. Même si l'affaire est complexe, une première perquisition six ans après les faits me semble bien tardive. Qu'en est-il exactement: a-t-on fait ce qu'on a pu ou y a-t-il eu des manquements?

06.07 Els Demol (N-VA): Je n'ai pas vraiment obtenu de réponse à propos de la réaction des autres partenaires des instances européennes et de l'attitude adoptée à cet égard.

06.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je ne dispose pas d'informations formelles à ce sujet mais je m'informerai auprès du ministre des Affaires étrangères et je relaierai l'information si elle s'avère pertinente.

L'incident est clos.

07 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la libération par la chambre des mises en accusation d'une personne suspectée de meurtre et les problèmes d'agenda de la cour d'assises de Bruxelles" (n° 2236)

07.01 Bert Schoofs (VB): Un membre d'une bande criminelle bruxelloise soupçonné de meurtre a été récemment mis en liberté par la chambre des mises en accusation de Bruxelles, aucune date n'ayant été fixée pour le procès d'assises. Ce procès aurait finalement lieu en avril 2011. La justice bruxelloise a donc fini par se mettre en branle, quoique trop tardivement. Les avocats de ce suspect plaideraient également dans le procès d'assises concernant le meurtre de l'agent de police Kitty Van Nieuwenhuysen, ce qui compliquerait encore les choses. Les deux affaires d'assises seraient en effet traitées au cours de la même période et se chevaucheraient.

Pourquoi l'enquête concernant cette affaire a-t-elle été tellement longue et la date pour le procès a-t-elle été fixée aussi tardivement? Est-il vrai que les deux procès d'assises pourraient se chevaucher? De quelle manière la justice bruxelloise entend-elle remédier à ce problème?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Initialement, le procès d'assises était prévu en janvier 2011, mais il est apparu qu'un avocat avait des liens familiaux avec le président désigné. Un autre conseiller allait probablement devoir siéger dans un autre procès d'assises et un troisième a également dû refuser de siéger étant donné qu'il avait déjà rendu un arrêt dans ce dossier devant la chambre des mises en accusation.

À la suite de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2011 de nouvelles exigences légales, les magistrats de la cour de Bruxelles appelés à assumer la fonction de président d'assises doivent préalablement avoir suivi un cours. Plusieurs magistrats suivent actuellement cette formation. Eu égard au manque de magistrats disposant des qualités requises, il a en définitive été décidé de reporter le procès au 17 avril 2011.

Les magistrats de la chambre des mises en accusation qui ont pris la décision de remise en liberté étaient également au courant que cette affaire avait été reportée en avril 2011. Il ne me revient pas de commenter cette décision. Le 12 janvier 2011, le procureur général a largement explicité cette décision dans un communiqué.

Nonobstant le manque de personnel et le nombre important de dossiers d'assises à traiter, le premier président a tenté de resserrer le calendrier pour la fixation des dossiers. Il a établi un planning qui permettrait de traiter dix-neuf dossiers d'assises en un peu plus de dix mois à Bruxelles. Tout est mis en œuvre pour gérer au mieux la surcharge de travail à Bruxelles.

07.03 Bert Schoofs (VB): J'espère que la justice en tirera des leçons et parviendra dorénavant à traiter les dossiers d'assises en temps et en heure. Il s'agira de procéder à une évaluation a posteriori. Il est bien sûr regrettable et incompréhensible pour les proches de voir que des suspects sont ainsi libérés. J'avais déjà évoqué par le passé une semblable libération dans un dossier à Tongres. Aujourd'hui, il y a cette affaire à Bruxelles. J'espère que de tels faits ne se reproduiront plus.

L'incident est clos.

08 Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "les évocations d'amnistie des collaborateurs belges durant l'occupation allemande et le positionnement du département de la Justice en matière de poursuite des anciens criminels de guerre belges" (n° 2254)

08.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Notre Parlement vient de se prononcer contre la prise en considération d'une proposition de loi visant à amnistier les derniers Belges encore en vie qui collaborèrent avec l'occupant nazi.

Comment expliquez-vous les difficultés juridiques concernant la poursuite des criminels de guerre et collaborateurs en Belgique ainsi que le faible taux de poursuite révélé par le Centre Simon Wiesenthal? Une éventuelle mesure d'amnistie n'entrerait-elle pas en contradiction avec des poursuites liées à des faits de "crime de guerre" ou de "collaboration active"?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Le procureur fédéral m'a fait savoir que son office maintient un intérêt particulier en matière de poursuite des anciens criminels de guerre liés au second conflit mondial.

Le coordinateur principal du réseau d'expertise sur le droit pénal militaire précise que la politique de poursuite menée par les auditorats militaires a permis de faire subir rapidement aux criminels de guerre et aux collaborateurs du régime nazi un juste châtement. En témoigne l'ouverture de 346 000 dossiers en matière d'incivisme donnant lieu à 57 000 poursuites dont 53 000 condamnations dont environ 3 000 par défaut et 4 000 acquittements. Il y a eue 58 500 décisions de non-lieu et 230 500 classements sans suite.

Cette politique répressive a contribué à ce que notre pays ne soit pas considéré comme une terre d'accueil pour les criminels nazis. C'est sans doute la raison pour laquelle aussi peu d'entre eux ont été arrêtés en Belgique.

L'imprescriptibilité des crimes de guerre a été consacrée par l'article 8 de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves, au regard des Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et des Protocoles 1 et 2 de 1977 additionnels à ces Conventions.

Le champ d'application matériel de cette loi et la règle relative à la prescription ont été étendus aux crimes de génocide et aux crimes contre l'humanité.

La règle de l'imprescriptibilité des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide a été introduite à l'article 21 du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

L'imprescriptibilité de crimes de guerre constitue une règle de droit international coutumier.

Pour les faits antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 1993, il convient d'examiner si la règle de

droit international coutumier consacrant l'imprescriptibilité des crimes de guerre était directement applicable dans l'ordre juridique belge au moment pertinent.

Il revient aux autorités de poursuite et aux autorités judiciaires de trancher au cas par cas la question de savoir si un fait spécifique constitutif de crime de guerre commis à un moment donné est imprescriptible.

Concernant les faits de collaboration active, la question de savoir si ceux-ci constituent un crime de guerre dépendra des actes auxquels cette expression renvoie.

Une loi d'amnistie serait de nature à faire obstacle à des poursuites pour des faits commis par les nazis ou leurs sympathisants.

L'importance de lutter contre les auteurs des crimes les plus graves est soulignée dans différents instruments de droit international et dans de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.

Ces dernières années, des poursuites ont eu lieu en Amérique latine, à l'encontre de dirigeants dans plusieurs pays où des lois d'amnistie avaient été prononcées et déclarées illégales par les plus hautes instances judiciaires.

Il est impossible de discuter des plus grands délits mais on peut avoir un débat sur des catégories ou des nuances.

L'incident est clos.

09 Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "l'application de la loi sur l'euthanasie s'agissant des sujets âgés souffrant de polypathologies" (n° 2256)

09.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Voici deux mois, la chambre du conseil de Bruxelles a prononcé un non-lieu concernant une affaire impliquant un médecin ayant pratiqué une euthanasie sur une patiente âgée de 88 ans souffrant de polypathologie. L'extrême lassitude de vie entraînée par une polypathologie constitue à ce jour une zone peu abordée par la loi. Au fil des jugements, nous assistons à la création d'une jurisprudence élargissant les limites de ladite loi. Le législateur est ainsi placé hors jeu, dans un débat de société majeur.

Aujourd'hui, au regard de la loi, un médecin ne commet pas d'infraction pénale dès lors qu'il procède à l'euthanasie d'un patient majeur, capable, conscient et se retrouvant en situation médicale sans issue.

Quelle est votre position quant aux notions de souffrance physique et de souffrance psychique inapaisables s'agissant de personnes âgées touchées par des polypathologies?

Envisagez-vous la reconnaissance des polypathologies au sein de la loi? Au vu des faits récents cités, quelle est la position de votre département?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Je n'ai pas à me prononcer sur des cas individuels ni sur des décisions prises par les autorités judiciaires au cas par cas.

La Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'euthanasie instituée par la loi de 2002 ne dépend pas du département de la Justice. Elle doit vérifier que l'euthanasie a été pratiquée dans les conditions et selon les procédures prévues par la loi. Dans l'application de pouvoir d'évaluation, la Commission est indépendante. La qualité de membre de la Commission est incompatible avec le mandat de membre d'une des assemblées législatives ainsi qu'avec celui de membre du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement de Communauté ou de Région. Il ne m'appartient donc pas de commenter cette décision.

Il appartient à la commission de faire rapport aux Chambres de son évaluation sur l'application des lois.

Le débat parlementaire pourra être entamé sur base d'un rapport et, éventuellement, d'analyses fondées sur des cas concrets mais sans s'attacher aux dossiers individuels.

Pour les futures évolutions législatives, ce sera au prochain gouvernement de voir comment on avance. Plusieurs propositions ont été déposées à la Chambre, complétant notamment pour les mineurs la loi de 2002 relative à l'euthanasie. Le sp.a a également déposé une proposition modifiant la loi relative à l'euthanasie pour inclure les incapables, atteints de démence. Cette proposition prévoit aussi l'introduction d'un filtre palliatif non obligatoire.

Le moment venu, vous pourrez formuler vos remarques et le Parlement devra finaliser ce débat important.

09.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): C'est un aspect de la législation qui devra être creusé. Il s'agit de cas dramatiques et les témoignages reçus nous incitent à la réflexion.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 18 h 24.

De vergadering wordt geopend om 16.19 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Raf Terwingen aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de misbruiken bij belspelletjes" (nr. 1894)
- mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "belspelletjes" (nr. 2162)
- de heer Raf Terwingen aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de misbruiken bij belspelletjes" (nr. 2168)
- de heer Hans Bonte aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "het beloofde aanscherpen van de wetgeving op belspelletjes" (nr. 2177)
- de heer Peter Logghe aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "misbruiken bij belspelletjes en de reactie van de staatssecretaris" (nr. 2187)
- de heer Bruno Tobback aan de minister van Justitie over "de werking van de Kansspelcommissie" (nr. 2201)
- de heer Bruno Tobback aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de werking van de Kansspelcommissie" (nr. 2202)
- mevrouw Meyrem Almaci aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de regelgeving rond mediaspelen" (nr. 2228)
- mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de houding van de Kansspelcommissie tegenover belspelen" (nr. 2243)
- mevrouw Carina Van Cauter aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de misbruiken bij belspelletjes" (nr. 2280)

01.01 **Raf Terwingen** (CD&V): Dankzij het tv-programma *Basta* is er plotseling – en terecht – massaal aandacht voor de problematiek van de belspelletjes. Ik heb de misbruiken ter zake al eerder aangeklaagd en CD&V heeft daarover al in 2006, toen de KB's werden gewijzigd, opmerkingen geformuleerd.

Ik herhaal mijn vraag die ik al stelde in 2009: welke reglementaire en wetgevende aanpassingen zijn nodig om dergelijke misbruiken te voorkomen en deze zaken in de toekomst beter te reguleren?

01.02 Sarah Smeyers (N-VA): Ook ik stelde hierover eerder al vragen. Twee weken geleden ondervroeg ik de staatssecretaris over deze problematiek, maar na de uitzending van *Basta* is dit niet meer uit de media te weren. De makers van de bospelletjes blijven momenteel ongestraft en kunnen het KB nog op een aantal manieren omzeilen. De uitzending *Basta* heeft aangetoond dat de overheid nog niet ver genoeg gaat in de maatregelen tegen deze bospelletjes. Het gaat hier over kansspelen en met het huidige KB wordt niet genoeg opgetreden tegen misbruiken. Volgens de staatssecretaris zou er strikter worden gecontroleerd of alle maatregelen worden nageleefd. Indien dit niet het geval is, kan de G1-vergunning van de makers worden ingetrokken. Als het bedrog blijft voortduren, dan kan zelfs worden overgegaan tot het totale verbod van dergelijke spelletjes.

Hoeveel overtredingen zijn nodig om over te gaan tot een verbod? Worden de mensen nu beter geïnformeerd waar ze terecht kunnen met klachten en hoe ze die kunnen formuleren? Hoeveel klachten ontving de Kansspelcommissie in 2010 en welk gevolg werd eraan gegeven? Hoe wordt gecontroleerd of minderjarigen deelnemen aan bospelletjes? Hoeveel minderjarigen namen eraan deel in 2010? *Basta* heeft aangetoond dat er sprake was van puur bedrog bij de bospelletjes. Hoe moet dit worden opgelost?

01.03 Peter Logghe (VB): Op maandag 17 januari 2011 verklaarde de staatssecretaris in het tv-programma *Basta* dat hij overwoog om het KB van 12 mei 2009 te verstrengen om misbruiken harder te beteugelen, maar dat het KB nooit alle misbruiken zou kunnen uitsluiten.

Waarom worden die bospelletjes dan niet gewoon verboden, zoals in Nederland? Welke argumenten bestaan er tegen een totaal verbod?

01.04 Bruno Tobback (sp.a): Als men de gekraakte rekensleutel bekijkt, dan kan men zich afvragen of het hier nog wel om een kansspel gaat. Als men geen kans heeft om te winnen, is er geen kansspel. Misschien heeft de Kansspelcommissie er precies daarom nooit naar omgekeken? De makers van het tv-programma bewezen op minder dan drie maanden dat de bospelletjes bedrog zijn, terwijl de Kansspelcommissie al jarenlang bevoegd is om dat na te gaan, maar het blijkbaar niet deed. Het Parlement discussieerde daarover in 2006, maar het standaardantwoord was dat de Kansspelcommissie toezicht zou uitoefenen.

Hoe vaak en op welke manier heeft de Kansspelcommissie dit echt onderzocht? Hoe komt het dat ze niets heeft vastgesteld?

Kunnen wij een overzicht krijgen van wat de Kansspelcommissie concreet heeft gedaan tussen 2009 en begin 2011? Waarom heeft zij nooit gezien wat de televisiemensen heel snel hebben ontdekt? Het verbaast mij dat de staatssecretaris nog een opening laat, want dit soort van toestanden komt in de praktijk neer op oplichterij.

01.05 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): De staatssecretaris heeft in het programma uitleg gegeven over een nieuw, strenger KB. Heeft hij na de uitzending het KB gewijzigd? Had hij al aanwijzingen dat de relatie tussen de kanspelaanbieders en de Kansspelcommissie niet helemaal koosjer is? Spelen de aanpassingen van het KB van de laatste kans in op de schemerzone waarin die bospelletjes opereren?

Heeft men de wetgeving overtreden? 'Schemerzone in de wetgeving' is niet meer dan een eufemisme voor bedrog en misleiding. In Nederland zijn die bospelletjes in 2007 verboden na een inval van de belastinginspectie. Die is er bij ons nooit geweest.

Op welke basis verstrengt de staatssecretaris zijn KB? Is dit op basis van cijfers of een onderzoek? Is de staatssecretaris op de hoogte van het bestaan van onderlinge afspraken tussen Endemol België en de Kansspelcommissie over het niet verschuldigd zijn van de kansspelbelasting? Gold dit in het verleden ook voor andere bospelletjesproducenten die inmiddels van de markt verdwenen zijn? Neemt de staatssecretaris in dat geval maatregelen om die afspraken te verbreken?

De overheid heeft nu al zeven jaar 15 procent belasting kunnen heffen op de brutowinsten die de belspelletjesmakers maken. Is men bereid om ze te verbieden?

01.06 Sarah Smeyers (N-VA): Uit cijfers van de Kansspelcommissie is gebleken dat de rendabiliteit van belspelletjes de laatste jaren afnam, met uitzondering van een piek in 2009 toen onoplosbare telspelletjes werden uitgevonden. Die bepaalde spelletjes waren begin 2010 al door de Kansspelcommissie tegen het licht gehouden en de commissie gaf de zes bevoegde ministers het advies om ze te verbieden. De Kansspelcommissie wordt gedeeltelijk vanuit de belspelletjes gefinancierd en ze afschaffen treft de commissie dus financieel. Werd de afgelopen jaren gecontroleerd of de Kansspelcommissie haar werk objectief verrichtte?

De minister is het niet eens met de Kansspelcommissie als die zegt dat de commissie ook over de rendabiliteit van de spelletjes moet waken. Heeft de commissie, sinds de terechtwijzing van de staatssecretaris, de belspelletjes strenger aangepakt? Wat is er met het advies van de Kansspelcommissie gebeurd om de onoplosbare telspelletjes af te schaffen? Was de minister ervan op de hoogte dat het om consumentenbedrog ging?

01.07 Carina Van Cauter (Open Vld): Vorige zittingsperiode is een nieuwe wet op de kansspelen ingevoerd. Naast het KB van 2009 kwam er ook een vergunningsplicht. De krachtlijnen van de nieuwe wet waren misbruik en spelersafhankelijkheid vermijden, maar misbruik lijkt nog steeds mogelijk.

Hebben wij te maken met organisatoren die afwijken van de bestaande reglementering? Op welke wijze hebben zij die overtreden? Is er sprake van een lacune in de wetgeving of in het KB? Zo ja, hoe zal de staatssecretaris die dichten?

01.08 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): Ik ben blij met de toegenomen interesse voor de kansspelen, wat grotendeels de verdienste is van het programma *Basta*. We halen zelfs de Italiaanse kranten met deze zaak.

Eind 2009 en begin 2010 zijn er zowel in de Kamer als in de Senaat uitvoerige besprekingen geweest over de nieuwe kansspelwet en het Parlement heeft daarin ten volle zijn rol kunnen spelen.

Het uitgangspunt was dat spelletjes niet vermeden kunnen worden, maar dat ze wel geregeld moesten worden. Verder wilden we de speler beschermen. Aan de belspelletjes is toen niet veel aandacht besteed en niemand wilde ze afschaffen. Die belspelletjes werden pas in 2003 en 2004 belangrijk, daarvoor bestonden ze niet. Toen waren ze ook per definitie verboden en de Kansspelcommissie heeft toen correct haar werk gedaan en PV's opgesteld.

De makers van de spelletjes zouden vervolgd zijn, mocht een minister wiens naam mij nu even ontsnapt ze niet in 2004 via de programmawet hebben gelegaliseerd.

01.09 Bruno Tobback (sp.a): Minister Van den Bossche?

01.10 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): Het begon met een andere "Van"...

Ze zijn toen ook niet onderhevig gemaakt aan de kansspelwet, hoewel dat logisch was geweest. Men heeft er toen voor gekozen er een afzonderlijk KB voor te maken. Dat heeft geduurd tot oktober 2006 en in de tussentijd kenden de belspelletjes gouden tijden.

In de zomer van 2008 kreeg ik de bevoegdheid over de kansspelen toegewezen door minister van Justitie Vandeuren. We hebben het KB toen geanalyseerd en vastgesteld dat het niet effectief was. We hebben een nieuw KB gemaakt met daarin nieuwe voorwaarden en we hebben ook meteen een evaluatie ingecalculleerd. De Kansspelcommissie heeft die evaluatie gemaakt en ze in maart 2010 aan de regering bezorgd.

De evaluatie was bijzonder negatief. Ik heb onmiddellijk de Kansspelcommissie betrokken om zo snel mogelijk nieuwe voorwaarden op te leggen in een KB. Een maand nadat we het evaluatierapport hadden gekregen, was dat KB klaar. De consultaties met de sector en met de consumenten begonnen en er werd een interkabinettenwerkgroep voorbereid. Toen is de regering gevallen.

Gedurende zes maanden was het niet mogelijk het nieuwe KB goed te keuren. Pas half november 2010 mochten we verder werken omdat de inwerkingtreding van de nieuwe wet – op 1 januari 2011 – naderde. Het kabinet en de Kansspelcommissie hadden in tussentijd alle voorbereidingen gedaan en we konden opnieuw starten met de interkabinettenwerkgroep.

We hebben prioriteit gegeven aan de weddenschappen omdat dat toen het dringendste leek. Het gaat alles bij elkaar om een enorm volume.

Op 20 januari 2011 werd het KB afgewerkt en de regering van lopende zaken vergadert er volgende week donderdag over. Daar zullen een aantal punten om de regels te verstrengen worden voorgelegd. De vragen van de spelletjes zullen van tevoren moeten worden voorgelegd aan de Kansspelcommissie en ze zullen duidelijk, transparant en ondubbelzinnig moeten zijn. Verder wordt de jackpotronde afgeschaft omdat die ook bedrog te noemen was. Ook het misbruik van de open lijn wordt uitdrukkelijk verboden. Verder is er het misbruik van de aangegeven tijdsduur, waarbij men zegt dat men nog vijf minuten kan deelnemen alvorens het spel wordt afgesloten terwijl dan blijkt dat men nog een kwartier of een uur verder speelt. Ook dat misbruik wordt bestreden.

Met het verstrengen van de regels hopen we misbruik totaal uit te sluiten, al zullen we ook de toepassing van dit KB moeten opvolgen en evalueren. Als de geplande evaluatie weer slechte resultaten blootlegt, dan ben ik er voorstander van de belspelletjes helemaal af te schaffen. Dat zal ik de wetgever op dat moment laten weten.

De belspelletjes worden opgenomen in de kansspelwet en worden vergunningsplichtig. De Kansspelcommissie krijgt een reeks mogelijkheden om sancties toe te passen zoals boetes, intrekking en schorsing van vergunningen.

Uit het verslag van de Kansspelcommissie blijkt dat er 94 klachten waren in 2009, geformuleerd door 36 verschillende personen. De helft van deze klachten had betrekking op de rekenraadsels. Elke klacht werd gecheckt en geverifieerd door tussenkomst van een gerechtsdeurwaarder. Waar er zich echt een probleem voordeed, werd naar een pragmatische oplossing gezocht, gelet op het feit dat de slagkracht van de Kansspelcommissie nagenoeg nihil is. De zenders werkten steeds mee in het zoeken van een constructieve oplossing. Enkele van die oplossingen waren bijvoorbeeld het terugbetalen van de deelnamekosten of het uitzenden van een gratis belspel via een 0800-lijn.

In 2010 werden 115 klachten genoteerd door de Kansspelcommissie. De commissie behandelde alle klachten. Ze trad niet proactief op, maar dat was uiteindelijk ook niet bepaald in de KB's.

Alle klachten werden door de Kansspelcommissie intern behandeld en opgelost. Er werd niets aan het parket doorgestuurd omdat het niet ging om illegale praktijken.

Ik ben bereid om te discussiëren over de rol van de Kansspelcommissie, maar ik heb geen aanwijzingen dat er daar iets verkeerd gaat. De overheid moet de speler beschermen en erover waken dat het spel eerlijk wordt gespeeld. De economische belangen van de betrokken sector zijn niet onze zorg, noch die van de Kansspelcommissie. Indien de voorwaarden die wij nu bijkomend aan de belspelletjes opleggen zouden betekenen dat het in de praktijk niet langer mogelijk is om de spelletjes aan te bieden, dan is dat maar zo. Het belang van de speler moet immers centraal staan.

Ook wordt gevraagd om de belspelletjes af te schaffen, maar we kunnen niet vermijden dat mensen willen spelen, dat is in alle culturen zo. Het komt de overheid toe de regels te bepalen, ze te controleren en ervoor te zorgen dat de zwakkere speler wordt beschermd. Dat was het opzet van onze kansspelwet.

Na de uitzending heb ik contact genomen met de voorzitter van de Kansspelcommissie. Ik ben niet bevoegd om er mij over uit te spreken of er inbreuken of misdrijven zijn gepleegd. Ik vertrouw op de Kansspelcommissie.

De Kansspelcommissie heeft niets te maken met de fiscaliteit. Daarvoor zijn de Gewesten bevoegd.

De Kansspelcommissie wordt wel gefinancierd door de sector zelf. Met de nieuwe wet zullen ook belspelletjes moeten bijdragen. Tegen wie geen vergunning aanvraagt, zal proces-verbaal worden opgemaakt.

01.11 Raf Terwingen (CD&V): Ik denk dat *Basta* veel geluk heeft gehad, want als men langer had gewacht met de uitzending, was ze achterhaald geweest door het KB dat op komst is.

Ik ben er op een gegeven moment van overtuigd geraakt dat men beter regels kan maken voor gok- en kansspelletjes dan ze te verbieden. In de controle door de Kansspelcommissie ligt een grote uitdaging om te bewijzen dat ze haar werk goed doet.

Zoals collega Tobback zegt: het moet een spel blijven en er moet een kans in zitten, anders is het geen kansspel. Ik stel wel vast dat mensen in collectieve schuldenregelingen terechtkomen met torenhoge telefoonrekeningen door belspelletjes. Er bestaat discussie over of men verslaafd kan raken aan belspelletjes, maar het is een maatschappelijk probleem dat men bij belspelletjes heel laagdrempelig, zonder sociale controle, kan gokken. Ik ben er daarom niet van overtuigd dat we in dit geval moeten kiezen voor kanalisering, waar ik in principe wel achter sta.

01.12 Sarah Smeyers (N-VA): Ik begrijp dat de staatssecretaris voorzichtig te werk gaat. Als zou blijken dat de producenten en organisatoren van belspelletjes achterpoortjes blijven zoeken om mensen te bedriegen, dan moet de overheid optreden. Spelletjes zijn maar leuk als ze eerlijk worden gespeeld en als er af en toe een kans is om te winnen. Als blijkt dat er sprake is van permanent of systematisch bedrog, dan moeten de belspelletjes worden verboden.

01.13 Peter Logghe (VB): Er komt dus een nieuwe evaluatie van de strengere voorwaarden. Als het niet werkt, dan zal de staatssecretaris een verbod uitvaardigen. Ik ben ervan overtuigd dat men opnieuw de grenzen zal aftasten van wat toelaatbaar is en dat er dan wel weer andere spelletjes zullen komen. Volgens de staatssecretaris is het niet de taak van de Kansspelcommissie om proactief op te treden. Ik denk dat de overheid proactief moet werken en een verbod moet opleggen.

01.14 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): De proactiviteit had betrekking op de belspelletjes, maar voor alle andere sectoren waarvoor de Kansspelcommissie volledig bevoegd is en voortaan ook voor de belspelletjes, moet dat wel gebeuren.

01.15 Peter Logghe (VB): Ik blijf pleiten voor het totaalverbod van de belspelletjes.

01.16 Bruno Tobback (sp.a): Bij dat standpunt wil ik mij in ieder geval aansluiten. Dit is immers een laagdrempelige spelvorm die, in tegenstelling tot een casino of onlinepokeren, expliciet gericht is op een kwetsbare groep. Ik zal bekijken of ik een eigen wetsvoorstel zal indienen, maar ik ben ook bereid om een initiatief van de staatssecretaris te steunen.

Ik kan begrijpen dat het KB er niet gemakkelijk kan komen onder een regering van lopende zaken, maar waarom is er na het vernietigende verslag van de Kansspelcommissie in maart nooit een vorm van publieke waarschuwing geweest?

De staatssecretaris had kunnen doen wat Neveneffecten heeft gedaan.

Als men de belspelletjes laat bestaan, kunnen wij dan ten minste geen manier vinden om eventuele kritiek, opmerkingen en aanwijzingen van vals spelen publiek te maken?

01.17 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): Ik stel vast dat een aantal collega's opteert voor een afschaffing. Ik werk binnen het kader van een wetgeving die door het Parlement werd goedgekeurd en dus aan de uitwerking van KB's. Wij hebben beslist dat wij die sector zullen reguleren. Zij zullen een erkenning moeten vragen en wij zullen de KB's strenger maken.

De sfeer in de regering van lopende zaken was na de verkiezingen niet van die aard om dergelijke zaken te kunnen doen en daarbij kon ik het niet alleen doen. Het gaat ook niet alleen om belspelletjes. De weddenschappen zijn misschien nog belangrijker omdat er daarbij veel meer mensen betrokken zijn. Er kan

ook op internet gespeeld worden. Het is heel moeilijk om daartegen op te treden. Er zijn landen die het verbieden, maar er niet in slagen het verbod te doen naleven. Daarom richten we ons op kanaliseren, controleren en de wetgeving doen naleven. Eens alles op punt staat, zal hard worden opgetreden op het internet. Er worden nu reeds contacten gelegd met de providers en de banken. Ik hoop deze kwestie tegen de zomer te kunnen afronden.

01.18 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Het probleem is niet alleen de laagdrempeligheid, maar ook het verborgen karakter ervan. Mensen zijn beschaamd en daardoor niet geneigd om op te biechten dat ze aan die spelletjes meedoen. Het gaat ook om veel meer dan belspelletjes, ook astrocontacten op televisie en internetgokken zijn gericht op kwetsbare mensen.

De Kansspelcommissie had tot nu toe weinig wapens om op te treden en wij hebben er als wetgever zeven jaar over gedaan om een antwoord te bieden op een fenomeen dat zich razendsnel ontwikkelt. Wat houdt ons nu nog tegen om over te gaan tot een verbod?

Ook met de nieuwe criteria zal het altijd bediscussieerbaar blijven welke vragen en antwoorden duidelijk, transparant en objectief zijn. Ik besef uiteindelijk ook dat 50 procent van de belasting op de brutowinst naar de Schatkist vloeit, maar wij moeten de afweging maken tussen consumentenbescherming en inkomsten. Ik pleit dus absoluut voor een verbod.

01.19 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): De Kansspelcommissie zal ook een informatief filmpje met een waarschuwing maken, dat getoond moet worden bij de start van de belspelletjes. Dat is natuurlijk in de veronderstelling dat de belspelletjes zouden blijven bestaan.

Intussen zijn de belspelletjes de facto, dankzij *Basta*, niet meer te zien op de Vlaamse schermen, maar dit is een zaak die wij absoluut federaal moeten bekijken. Mevrouw Lieten heeft ook maatregelen aangekondigd, maar er is nog geen enkele reactie van een Franstalige collega.

01.20 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Ik zal de Franstalige collega's vragen om samen een wetsvoorstel in te dienen.

01.21 Carina Van Cauter (Open Vld): Het is betreurenswaardig dat niemand van ons eerder aan de alarmbel heeft getrokken, maar de Kansspelcommissie heeft een negatief rapport opgesteld en de minister neemt zijn verantwoordelijkheid en dat is een stap in de goede richting.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2134 van mevrouw Jadin wordt uitgesteld.

02 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "het proefproject inzake snelrecht in Gent" (nr. 1941)

02.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Sinds 1 april 2009 loopt er een proefproject in Gent waarbij straatcriminelen heel snel hun straf opgelegd krijgen. Het parket van Gent fixeert 40 tot 50 dossiers waarin weinig betwisting mogelijk is in één zitting.

De minister kondigde een evaluatie aan om uit te maken of het initiatief kan worden uitgebreid naar andere arrondissementen. Met deze methode kan snel een straf worden opgelegd, raken ook de speurders niet ontmoedigd en voelen de plegers van misdrijven dat er geen straffeloosheid bestaat.

Is dit proefproject reeds afgerond? Wat zijn dan de bevindingen? Zal deze werkwijze worden veralgemeend?

02.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het project loopt nog steeds. Het is een succes en het systeem zal dus blijven bestaan. Elk jaar worden meer zaken op die manier afgehandeld.

De politie overhandigt de dagvaarding aan de verdachte en de zaken worden gegroepeerd in één zitting per maand, waarvan de datum vooraf wordt vastgelegd. De verdachte blijft gearresteerd tot een magistraat de dagvaarding heeft opgesteld, meestal de volgende ochtend en uiteraard altijd binnen de wettelijke grens van

24 uur.

Ondertussen heeft het College van procureurs-generaal een rondzendbrief opgesteld waarin twee procedures van de snelle reactie op stadscriminaliteit worden uitgewerkt.

In de ene procedure ontvangt een verdachte die 24 uur van zijn vrijheid wordt beroofd en ter beschikking van het parket wordt gesteld, van de parketmagistraat een oproeping om voor de rechtbank te verschijnen binnen een termijn die niet korter mag zijn dan tien dagen.

In de andere procedure bevindt de verdachte zich in het politiecommissariaat en krijgt hij van de politie een dagvaarding betekend, wat in Gent meestal gebeurt.

In de rondzendbrief wordt opgeroepen om een van beide procedures te volgen voor stadscriminaliteit. Er is een lijst van misdrijven met hun preventiecodes toegevoegd. Arrondissementeel zijn wel nog nuances mogelijk in de afhandeling van dergelijke zaken. Er komt een driejaarlijkse evaluatie.

Ik hoop dat het systeem uitbreiding kent.

02.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Ik hoop dat veel arrondissementen het voorbeeld van Gent volgen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Justitie over "de behandeling van de dossiers van genitale verminking" (nr. 2056)

03.01 Colette Burgeon (PS): Volgens *La Dernière Heure* van 9 januari werd er door het Brusselse parket in 2010 geen enkel dossier met betrekking tot genitale verminking behandeld. Uit cijfers van de FOD Volksgezondheid van oktober 2010 blijkt nochtans dat het aantal vrouwen dat het slachtoffer wordt van dit soort verminkingen of dat een ernstig risico loopt er in ons land het slachtoffer van te worden op 8.235 wordt geschat.

Artikel 409 van het Strafwetboek bepaalt dat hij die eender welke vorm van verminking van de genitaliën van een persoon van het vrouwelijk geslacht uitvoert, vergemakkelijkt of bevordert, met of zonder haar toestemming, wordt gestraft. Wanneer de verminking uitgevoerd wordt op een minderjarige of met een winst oogmerk, wordt de straf verzwaaard.

Hoe valt te verklaren dat er door het Brusselse parket in 2010 geen enkel dossier werd behandeld? Komen er, in overleg met de minister van Volksgezondheid en met de Gemeenschappen, maatregelen om de opsporing te verbeteren?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Het in de vraag vermelde aantal geeft een idee van de omvang van het fenomeen en kan gebruikt worden in het kader van preventie. Men kan dat aantal echter niet vergelijken met de cijfers van het openbaar ministerie inzake de vervolging van effectief toegebrachte verminkingen.

Vrouwenbesnijdenis is een cultureel gebruik en de nationaliteit alleen volstaat niet om te bepalen welk risico iemand van het vrouwelijke geslacht werkelijk loopt.

Vrouwenbesnijdenis of het gevaar daarvoor is in het kader van een asielaanvraag die in België ingediend wordt, een reden om de subsidiaire beschermingsstatus te verkrijgen.

Wanneer het om culturele gebruiken gaat, moeten de personen die tot een risicogroep behoren duidelijk geïnformeerd worden over de vigerende wettelijke bepalingen in België.

Preventiecampagnes zijn wenselijk om de betrokkenen te informeren over de medische en psychologische gevolgen die besnijdenis kan hebben. In het kader van het Europese programma Daphne werd er in 2009 een document over dat onderwerp gepubliceerd. Daarnaast stellen ngo's, diensten en de FOD Volksgezondheid alles in het werk om alle nuttige informatie over dat onderwerp te verspreiden.

Gevallen die tot de privésfeer behoren en ter kennis worden gebracht van het gerecht, liggen soms moeilijker dan de inbreuken met betrekking tot eigendommen.

Wanneer gezondheidswerkers met dergelijke feiten geconfronteerd worden, moeten zij bijstand verlenen aan een persoon in nood. Dat betekent niet dat er automatisch aangifte wordt gedaan, aangezien men gebonden is aan het medisch beroepsgeheim, maar wel dat er getracht wordt om een einde te maken aan de gevaarssituatie.

Men moet een onderscheid maken tussen, enerzijds, het strafrechtelijke aspect, dat betrekking heeft op degene die zich aan de verminking heeft schuldig gemaakt, en anderzijds, het aspect van de bescherming van minderjarigen. Bovendien moet men een verschil maken tussen het statuut van slachtoffer en dat van minderjarige in gevaar, zoals vastgelegd in de decreten en de ordonnantie inzake jeugdbijstand.

We moeten ons afvragen waarom de dossiers niet tot bij het gerecht raken. Ik wil mee ijveren voor meer preventie.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Justitie over "het goede verloop van de 'ontdopingsprocedures' bij de Belgische katholieke kerk" (nr. 2080)
- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Justitie over "het goede verloop van de 'ontdopingsaanvragen' bij de Belgische katholieke kerk" (nr. 2220)

04.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Heel wat mensen doen stappen om zich te laten ontdopen. Naar verluidt is er al enkele maanden een duidelijk merkbare stijging van het aantal aanvragen. Ik heb vernomen dat de tot de katholieke kerk gerichte aanvragen vaak onontvankelijk verklaard worden. Bij het episcopaat van Luik zou de behandeling van de dossiers onredelijk lang duren en zouden de procedurekosten te hoog oplopen. Voorts is een dergelijke facturering volgens mij onwettig. Sinds begin januari heeft het bisdom Namen een honderdtal dossiers teruggezonden naar de vzw FAML die personen die wensen zich te laten ontdopen, begeleidt. Voortaan moeten die personen hun aanvraag persoonlijk indienen.

Kunt u toelichten hoe uw administratie de klachten behandelt over de weigering tot ontdoping of de opzettelijke vertraging in hoofde van de overheden van de verschillende erediensten bij de verwerking van de dossiers? Is er een stijging van het aantal klachten te merken?

04.02 Minister **Stefaan De Clerck** (Frans): Ik herinner aan het grondwettelijke principe van de onafhankelijkheid van de erediensten ten opzichte van de Staat, die zich niet mag mengen in de interne aangelegenheden van de Kerk.

Het woord 'ontdoping' wordt hoofdzakelijk gebruikt in het kader van de rooms-katholieke kerk. Wanneer daarover informatievragen aan mijn administratie gesteld worden, verzoekt zij de belanghebbende zich tot het bevoegde bisdom te wenden. Aangezien de Grondwet mij niet toestaat mij te mengen in aangelegenheden die rechtstreeks verband houden met een eredienst, kan ik u dus geen antwoord verstrekken.

04.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Eenieder heeft het recht aan om het even welke instelling te vragen zijn naam niet langer in een bepaald register op te nemen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2169 van mevrouw Colen en vraag nr. 2225 van de heer Verherstraeten zijn uitgesteld.

05 **Vraag van mevrouw Els Demol aan de minister van Justitie over "het Veiligheidskorps" (nr. 2226)**

05.01 **Els Demol** (N-VA): Een van de taken van het Veiligheidskorps is het uithalen en bewaken van

gevangenen uit de gevangenissen om medische of humanitaire redenen. Een andere taak is de overbrenging en bewaking van minderjarigen. In de wet is echter niet opgenomen of ook de uithaling en bewaking van minderjarigen om medische of humanitaire redenen tot de taken van het Veiligheidskorps behoort. Sluit de wet dit uit?

05.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De wet van 25 februari 2003 sluit de uithaling en bewaking van minderjarigen om medische of humanitaire redenen niet uit. Dit wordt in de drie federale gesloten centra op identieke wijze toegepast. Deze handelwijze zit ook vervat in de MFO1-richtlijn over het verzekeren van de openbare orde in hoven en rechtbanken, de overbrenging van gevangenen en de veiligheid in de gevangenissen in geval van oproer. Met de term 'gevangene' wordt trouwens eenieder bedoeld die een gehele of gedeeltelijke straf doorbrengt in de gevangenis, een inrichting tot bescherming van de maatschappij, een gesloten instelling voor bijzondere jeugdzorg of een instelling uit het externe zorgcircuit.

05.03 **Els Demol** (N-VA): Uit de jaarverslagen van de instelling in Everberg blijkt dat het Veiligheidskorps nog nooit werd ingeschakeld. Telkens wordt een beroep gedaan op de politie.

05.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het is inderdaad zo dat tot nog toe vooral de politie actief was in Everberg. Er is gevraagd om ook het Veiligheidskorps een inspanning te laten doen. Wij hebben daaraan gehoor gegeven. Ik ga er dus van uit dat de zaken nu zullen veranderen, maar ik laat in ieder geval nagaan of dat inderdaad het geval is.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs 2227, 2262 en 2304 van de heren Brodcorne en Seminara en mevrouw Boulet worden uitgesteld.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "de blunders van de Veiligheid van de Staat in een spionagezaak in het Justus Lipsiusgebouw" (nr. 2235)
- de heer **Siegfried Bracke** aan de minister van Justitie over "het onderzoek naar spionage in het Justus Lipsiusgebouw" (nr. 2237)
- mevrouw **Els Demol** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de spionage in het Justus Lipsiusgebouw" (nr. 2196)

De **voorzitter**: Vraag nr. 2196 van mevrouw Demol was oorspronkelijk aan minister Vanackere gesteld.

06.01 **Bert Schoofs** (VB): Volgens een rapport van Comité I zou de Veiligheid van de Staat ernstig hebben geblunderd in een onderzoek dat in februari 2003 werd aangevat. Het betrof een zaak waarbij een technicus in vertaalcabines van het Justus Lipsiusgebouw af luisterapparatuur zou hebben ontdekt.

Kan de minister toelichting geven bij de feiten? Waarom heeft het onderzoek zeven jaar aangesleept? Was de Veiligheid van de Staat hiervoor verantwoordelijk? Waarom worden de verdachten niet vervolgd door het federaal parket?

06.02 **Siegfried Bracke** (N-VA): Ik heb ook vragen bij de traagheid van het onderzoek. Heeft men daaruit lessen getrokken? Heeft men structurele tekortkomingen of persoonlijke fouten vastgesteld? Zijn er tuchtmaatregelen genomen? Denkt men na over een hervorming van de dienst? Heeft dit incident het aanzien van ons land bij de Europese instanties geschonden?

06.03 **Els Demol** (N-VA): Heeft men de Europese partners die het slachtoffer werden van de spionage, ingelicht over de teleurstellende afloop van het onderzoek? Wat was hun reactie? Zijn er contacten geweest met Israël? Het vermoeden bestaat immers dat de Israëlische geheime dienst achter de spionage zit. Wat is het resultaat van die eventuele contacten?

06.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Op 6 mei 2003 heeft de procureur des Konings te Brussel een strafdossier doorgestuurd naar het federaal parket inzake de ontdekking van af luistermateriaal in het Justus Lipsiusgebouw. Op 14 mei 2003 startte het federaal parket het onderzoek. Op 5 februari 2004 werd een onderzoeksrechter gevorderd. Op 4 oktober 2006 werd de onderzoeksrechter ook gevat door een klacht

met burgerlijke partijstelling vanwege de Raad van de Europese Unie. Het strafonderzoek kon inmiddels afgesloten worden. Het federaal parket heeft op 30 november 2010 een vordering tot buitenvervolginstelling genomen wegens onbekende daders.

De regeling van de rechtspleging werd vastgelegd voor 13 september 2011. De raadkamer van Brussel zal moeten oordelen of het onderzoek volledig is en of de buitenvervolginstelling kan worden ingewilligd.

Het strafonderzoek heeft verschillende jaren in beslag genomen vanwege het technische karakter en de lange duur van de gerechtelijke expertises, het internationale karakter en het grote aantal verzoeken om internationale rechtshulp, de tijdrovende verplaatsingen, de overlegvergaderingen, de vertalingen en het verloop van politiemensen.

Contraspionage is een van de opdrachten van de Staatsveiligheid, maar die heeft geen bevoegdheid om gebouwen fysiek te beschermen tegen bedreigingen door bijvoorbeeld spionageapparatuur te installeren. De fysieke bescherming van infrastructuur is de verantwoordelijkheid van de bouwheer en van de exploitant. De veiligheidsdienst heeft van de bouwheer van het Justus Lipsiusgebouw nooit een vraag ontvangen om bepaalde technische controles uit te voeren.

Om spionage in de toekomst te vermijden, zou de Nationale Veiligheidsoverheid (NVO) veiligheidsprocedures kunnen uitvaardigen die nageleefd moeten worden bij de bouw van gevoelige infrastructuur. De inlichtingen- en veiligheidsdiensten zouden ook een rol kunnen spelen. Wij moeten er rekening mee houden dat wij veel Europese internationale instanties huisvesten. Er zal dus een initiatief genomen moeten worden om deze beter te beveiligen tegen spionage.

Bij gebrek aan wetgeving en aan technische middelen en expertise bij de Staatsveiligheid, is het twijfelachtig of deze dienst de apparatuur had kunnen ontdekken. Zij heeft geen bevoegdheid over de veiligheid van het gebouw. Zij heeft er nooit een opdracht vervuld. De veiligheid van het gebouw wordt door het veiligheidsbureau van het consilium verzekerd. De Staatsveiligheid heeft nooit een vraag om bijstand van het veiligheidsbureau ontvangen en ook Europa heeft nooit om toezicht gevraagd.

Zodra de Staatsveiligheid door het veiligheidsbureau gevraagd werd om bijstand te verlenen, heeft ze haar volledige medewerking binnen haar wettelijke bevoegdheden verleend, bijvoorbeeld door het opzetten van observatieposten. Men heeft ook de politieke autoriteiten op de hoogte gebracht. Op vraag van de Raad van de Europese Unie werd het parket niet meteen op de hoogte gebracht. Meer dan een maand na de ontdekking van de apparatuur diende de Raad op 15 april 2003 een klacht in bij het Belgische gerecht. Op 13 april 2003 werd de Staatsveiligheid door de federale magistraat verzocht om technische assistentie. De bevoegdheden en wettelijke middelen van de Staatsveiligheid zijn voornamelijk gericht op proactieve onderzoeken aan de hand van open bronnen en informanten. Ze kan geen verdachten verhoren.

In de pers werd nogal vlug het besluit getrokken dat de spionage georganiseerd was door de Mossad. Het onderzoeksbureau van het Vast Comité trekt die conclusie echter niet.

Door de recente wetgeving kan de Staatsveiligheid onder strikte voorwaarden beschikken over bijzondere inlichtingenmethodes. Ze beschikt sinds kort over een nieuw operationeel centrum voor de coördinatie van complexe operaties, wat een van de bekommernissen uit het onderzoeksrapport van het Vast Comité I was.

In dit geval zullen de daders waarschijnlijk onbekend blijven. In het algemeen moeten wij de procedures verscherpen om gebouwen beter te controleren op mogelijke af luisterpraktijken.

06.05 Bert Schoofs (VB): De minister zegt terecht dat de dienst Veiligheid van de Staat meer proactief dan reactief moet werken en zich dus niet zozeer moet richten op gerechtelijke onderzoeken. Men was helaas niet proactief genoeg om af luisterapparatuur te ontdekken in gebouwen waarin Europese instellingen zijn gevestigd. Blijkbaar zijn andere veiligheidsdiensten beter uitgerust dan de Europese en de Belgische veiligheidsdiensten.

06.06 Siegfried Bracke (N-VA): Ik begrijp het antwoord niet helemaal. Zegt de minister eigenlijk dat men heeft gedaan wat men kon? Het Comité I concludeert echter dat de Veiligheid van de Staat niet efficiënt is opgetreden. Ook al is deze kwestie complex, dan lijkt een eerste huiszoeking zes jaar na de feiten me rijkelijk

laat. Wat is het nu eigenlijk: heeft men gedaan wat men kon of is men tekortgeschoten?

06.07 Els Demol (N-VA): Ik heb niet echt een antwoord gehoord over de reactie van de andere partners van de Europese instellingen en hoe daarmee wordt omgegaan.

06.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Daar heb ik geen formele informatie over, maar die zal ik bij de minister van Buitenlandse Zaken opvragen en indien relevant ook meedelen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de vrijlating van een moordverdachte door de kamer van inbeschuldigingstelling te Brussel en de agendaproblemen van het assisenhof aldaar" (nr. 2236)

07.01 Bert Schoofs (VB): Onlangs werd een van moord verdacht Brussels bendelid door de KI van Brussel vrijgelaten omdat er nog steeds geen assisenproces werd gepland. Dat proces zou nu toch doorgaan in april 2011. Het Brusselse gerecht is dus toch nog in gang geschoten, te laat weliswaar. Een bijkomende complicatie zou zijn dat de advocaten van deze verdachte ook pleiten in het assisenproces inzake de moord op politieagente Kitty Van Nieuwenhuysen. Beide assisenzaken zouden plaatsvinden in dezelfde periode en elkaar overlappen.

Waarom duurde het onderzoek in deze zaak zo lang en werd zo laat een datum vastgesteld voor het proces? Klopt het dat beide assisenprocessen elkaar zouden kunnen overlappen? Welke oplossing heeft het Brusselse gerecht daarvoor?

07.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Oorspronkelijk was het assisenproces gepland in januari 2011, maar toen bleek dat een advocaat familiale banden had met de aangeduide voorzitter. Een andere raadsheer zou wellicht zitting houden in een andere assisenzaak en een derde moest zich eveneens wraken aangezien hij in dit dossier reeds een arrest velde voor de KI.

Ingevolge de inwerkingtreding op 1 januari 2011 van de nieuwe wettelijke vereisten inzake de opleiding van magistraten van het hof van Brussel die moeten fungeren als voorzitter, moeten zij een cursus volgen om assisen te kunnen voorzitten. Een aantal magistraten is bezig met die opleiding. Door een tekort aan magistraten met de vereiste hoedanigheid werd uiteindelijk beslist de zaak uit te stellen tot 17 april 2011.

Dat de zaak in april 2011 wordt behandeld wisten ook de magistraten in de KI die de beslissing tot vrijlating namen. Ik kan daarop geen commentaar geven. De procureur-generaal heeft die beslissing in een communiqué van 12 januari 2011 uitvoerig toegelicht.

Niettegenstaande het gebrek aan personeel en de behandeling van een groot aantal assisenzaken heeft de eerste voorzitter een poging gedaan om de kalender met vaststellingen bijzonder scherp te stellen. Hij heeft een planning uitgewerkt waardoor er in Brussel op iets meer dan tien maanden tijd negentien assisenzaken worden behandeld. Men doet dus maximale inspanningen om de grote werkdruk in Brussel behoorlijk te verwerken.

07.03 Bert Schoofs (VB): Ik hoop dat het gerecht hier lessen uit trekt en erin zal slagen alle assisenzaken te fixeren en af te werken. Dit moet achteraf worden geëvalueerd. Het is uiteraard spijtig en onbegrijpelijk voor de nabestaanden dat verdachten worden vrijgelaten. Ik had het vroeger ook al over een gelijkaardige vrijlating in een zaak in Tongeren. Nu is er deze zaak in Brussel. Ik hoop dat het nu stopt.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Justitie over "de roep om amnestie voor Belgische collaborateurs tijdens de Duitse bezetting en het standpunt van het departement Justitie met betrekking tot de vervolging van Belgische voormalige oorlogsmisdadigers" (nr. 2254)

08.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Dit Parlement heeft zich zo-even uitgesproken tegen de inoverwegingneming van een wetsvoorstel om de laatste nog levende Belgen die destijds met de

nazibezetter collaboreerden amnestie te verlenen.

Hoe verklaart u de juridische moeilijkheden in verband met de vervolging van oorlogsmisdadigers en collaborateurs in België, en het geringe aantal vervolgingen dat door het Simon Wiesenthalcentrum aan het licht werd gebracht? Zou het verlenen van een amnestiemaatregel niet strijdig zijn met vervolgingen wegens oorlogsmisdaden of actieve collaboratie?

08.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): De procureur-generaal heeft me meegedeeld dat zijn diensten bijzondere aandacht blijven schenken aan de vervolging van personen die zich ten tijde van de Tweede Wereldoorlog schuldig maakten aan oorlogsmisdaden.

De hoofdcoördinator van het expertisenetwerk inzake militair strafrecht wijst erop dat dankzij het door de militaire auditoraten gevoerde vervolgingsbeleid oorlogsmisdadigers en nazicollaborateurs snel een gepaste straf kregen: er werden 346.000 dossiers inzake daden van incivisme geopend; in 57.000 daarvan werd er overgegaan tot vervolging en 53.000 leidden tot een veroordeling, waarvan zo'n 3.000 bij verstek; in 4.000 dossiers volgde een vrijspraak. In 58.500 dossiers werd een beslissing tot buitenvervolginstelling genomen en 230.500 dossiers werden geseponeerd.

Mede dankzij dat repressieve beleid wordt ons land niet beschouwd als een gastland voor nazimisdadigers. Dat is wellicht de reden waarom zo weinigen onder hen in België aangehouden werden.

Artikel 8 van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen bekrachtigt de onverjaarbaarheid van oorlogsmisdaden in het licht van de internationale Conventies van Genève van 12 augustus 1949 en de aanvullende Protocollen 1 en 2 van 1977 bij die verdragen.

Het feitelijke toepassingsgebied van deze wet en de regel van de verjaring werden uitgebreid tot misdaden van genocide en misdaden tegen de mensheid.

De regel van de onverjaarbare oorlogsmisdaden, misdaden tegen de mensheid en misdaden van genocide werd ingevoegd in artikel 21 van de voorafgaande titel van het Strafwetboek. De onverjaarbaarheid van oorlogsmisdaden is een regel van het internationaal gewoonterecht.

Bij feiten die dateren van voor de inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1993 moet worden nagegaan of de regel van het internationaal gewoonterecht met betrekking tot onverjaarbaarheid van oorlogsmisdaden op het relevante ogenblik rechtstreeks toepasbaar was in de Belgische rechtsorde.

De overheden die met strafrechtelijke vervolging belast zijn en de gerechtelijke overheden moeten geval per geval oordelen of een bepaald feit dat een oorlogsmisdaad vormt en op een gegeven ogenblik gepleegd werd, onverjaarbaar is.

Wat de zogenaamde actieve collaboratie betreft, zal de vraag of deze als een oorlogsmisdaad moeten worden beschouwd, afhangen van de handelingen waarnaar die omschrijving verwijst.

Een amnestiewet zou een belemmering kunnen vormen voor de vervolging van strafbare feiten die door de nazi's of hun sympathisanten werden gepleegd.

Dat de strijd tegen de straffeloosheid van plegers van de zwaarste misdaden van fundamenteel belang is, wordt trouwens onderstreept in diverse instrumenten van internationaal recht en in tal van resoluties van de Veiligheidsraad.

De voorbije jaren werden er in Latijns-Amerika processen gevoerd tegen leiders van verscheidene landen, waar er amnestiewetten waren uitgevaardigd die vervolgens door de hoogste gerechtelijke instanties onwettig werden verklaard.

Het is onmogelijk om de zwaarste misdaden in detail te bespreken, maar we kunnen wel een debat voeren over categorieën of nuances.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Justitie over "de toepassing van de euthanasiewet voor bejaarden met een polypathologie" (nr. 2256)

09.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Twee maand geleden nam de Brusselse raadkamer een beslissing tot buitenvervolginstelling in een zaak tegen een arts die euthanasie had gepleegd op een 88-jarige patiënte die leed aan polypathologie. Tot nog toe is er in de wet weinig aandacht voor de extreme levensmoeheid waartoe polypathologie kan leiden. In de rechtspraak gaat men steeds vaker buiten de krijtlijnen van de euthanasiewet. Zo wordt de wetgever in een belangrijk maatschappelijk debat buitenspel gezet.

Vandaag begaat een arts, uit een wettelijk oogpunt, geen strafrechtelijke overtreding wanneer hij euthanasie pleegt op een meerderjarige, handelingsbekwame en bewuste patiënt die zich in een medisch uitzichtloze situatie bevindt.

Hoe interpreteert u de begrippen ondraaglijk fysiek en psychisch lijden in het geval van bejaarde personen die lijden aan polypathologie?

Overweegt u de polypathologieën bij wet te erkennen? Wat is het standpunt van uw departement, in het licht van de vermelde recente feiten?

09.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Het komt mij niet toe mij uit te spreken over individuele gevallen of over beslissingen van de gerechtelijke overheden in individuele dossiers.

De Federale Controle- en Evaluatiecommissie Euthanasie, die bij de wet van 2002 werd opgericht, ressorteert niet onder het departement Justitie. Ze moet nagaan of de euthanasie werd uitgevoerd onder de voorwaarden en volgens de procedure bepaald in de wet. De Commissie oefent die evaluatiebevoegdheid onafhankelijk uit. Het lidmaatschap van de Commissie is onverenigbaar met het mandaat van lid van een van de wetgevende vergaderingen en met het mandaat van lid van de federale regering of van een gemeenschaps- of gewestregering. Het komt mij dus niet toe om die beslissing nader toe te lichten.

Het komt de commissie toe aan de Kamers verslag uit te brengen over haar evaluatie met betrekking tot de toepassing van de wetten.

Het parlementair debat kan worden aangevat op grond van een verslag en eventueel van analyses van concrete gevallen, maar zonder in te gaan op individuele dossiers.

Wat de evolutie van de toekomstige wetgeving betreft, komt het de volgende regering toe te bekijken hoe ze de zaak aanpakt. Er werden verscheidene voorstellen ingediend bij de Kamer, met name ter aanvulling van de wet van 2002 betreffende de euthanasie voor minderjarigen. De sp.a heeft ook een wetsvoorstel ingediend betreffende de euthanasie om aan dementie lijdende wilsonbekwamen in het toepassingsgebied op te nemen. Dat voorstel voorziet ook in de invoering van een niet-verplichte palliatieve filter.

U zult te gelegener tijd uw opmerkingen kunnen formuleren en het Parlement zal dat belangrijke debat moeten afronden.

09.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Dat aspect van de wetgeving zal verder onderzocht moeten worden. Het gaat om dramatische gevallen, en de getuigenissen die we kregen, stemmen tot nadenken.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.24 uur.